

marches-securises.fr

PUBLICATION



## ÉTABLISSEMENT

Conseil Départemental de  
l'Ariège (09)  
Hôtel du Département  
5 - 7 rue du Cap de la Ville  
09001 FOIX CEDEX

## AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE SERVICES

### Pouvoir adjudicateur / Entité adjudicatrice

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur**

Conseil Départemental de l'Ariège, Christine TEQUI, 5-7 rue du Cap de la Ville, 09000 FOIX, FRANCE. Tel : +33 561020909. E-mail : smarches@ariego.fr.

**Adresse(s) internet**

Adresse générale du pouvoir adjudicateur / de l'entité adjudicatrice : <https://www.ariego.fr>  
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

**Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur**

Services généraux des administrations publiques.

**Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Non**

### Description du marché

**Objet du marché**

Mission d'assistance juridique pour le suivi de contrats publics « Très Haut Débit » de l'Ariège

**Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)**

79111000, 79140000

**Lieu d'exécution**

Hôtel du Département 09000 FOIX  
Code NUTS : FRJ21

### Caractéristiques principales

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum avec maximum

Montant maximum de l'accord-cadre : 100 000 EUR HT

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations visant à accompagner stratégiquement le Département dans le cadre du suivi des projets d'aménagement numérique d'une part, de la délégation de service public en particulier.

Le Département de l'Ariège a besoin de s'entourer de compétences concernant le suivi juridique de délégation de Service Public. Le candidat devra aborder les missions en défendant les intérêts du Département de l'Ariège, aménageur public délivrant le service à Très Haut Débit.

Lieu d'exécution des prestations : Ville de FOIX

Durée du contrat : 1 an à compter de la date de notification de l'accord-cadre, reconductible de manière tacite 2 fois.

**Type de marché**

Services : Services juridiques

**Type de procédure**

Procédure adaptée

**La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics : Oui**

**Des variantes seront prises en considération : Non**

**L'avis implique un marché public.**

**Division en lots : Non**

**Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)**

13 décembre 2021

**Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en mois : 36 (à compter de la date de notification du marché).

### Conditions de délai

**Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

Lundi 18 octobre 2021 - 17:00

**Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

**Durée en mois : 4 (à compter de la date limite de réception des offres).**

## **Conditions relatives au marché**

### **Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :**

Budget départemental, mandat administratif à 30 jours

### **Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :**

Aucune forme de groupement n'est imposée par le Pouvoir Adjudicateur

### **Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française**

Français.

### **Unité monétaire utilisée : Euro.**

### **L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : Non**

## **Conditions propres aux marchés de services**

### **La prestation est réservée à une profession particulière : Non**

### **Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation : Oui**

## **Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat**

### **Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

### **Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

### **Autre justificatif / Commentaire :**

#### **Autre justificatif :**

Déclaration sur l'honneur : - Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique  
Extrait Kbis : Un certificat de moins de trois mois

## **Critères d'attribution**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: Valeur technique 55%

2: Prix 45%

### **Une enchère électronique sera effectuée : Non**

## **Autres renseignements**

### **Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice**

212021SJ187

## **Procédures de recours**

### **Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal Administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV - BP 70007 31068 Toulouse Cedex 7 FRANCE. Tél. +33 562735757. E-mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr. URL : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/>.

### **Organe chargé des procédures de médiation**

Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de BORDEAUX DREETS pôle  
C 138 Cours Maréchal Juin 33075 Bordeaux Cedex FRANCE. Tél. +33 556692708. E-mail : na.polec@dreets.gouv.fr. URL :  
[http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/ccra/contacts/comite\\_local\\_bordeaux.pdf](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/ccra/contacts/comite_local_bordeaux.pdf).

### **Adresses complémentaires**

### **Date d'envoi du présent avis**

17 septembre 2021